

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires* de Dassault Mérignac et Martignas

Bombardements meurtriers, blocus maritime : Trump et Netanyahu embrasent toujours le Moyen-Orient

Mardi 7 avril, Donald Trump menaçait d'« effacer une civilisation »... avant de conclure un cessez-le-feu avec l'Iran, moyennant la réouverture du détroit d'Ormuz. Mais après une première journée de négociations vendredi 10 avril, le vice-président des États-Unis, J.D. Vance, a claqué la porte. Le lendemain, Trump a menacé de refermer le détroit d'Ormuz, puis d'organiser un blocus des ports iraniens. Le prix du baril de pétrole a de nouveau bondi sur les marchés internationaux.

Si le cessez-le-feu en Iran et autour du golfe Persique est précaire, il ne concerne pas le Liban. Plus de 350 personnes ont perdu la vie dans les bombardements israéliens mercredi 8 avril, et encore des dizaines d'autres les jours suivants. Depuis début mars, le bilan est de plus de 2 000 morts.

Une guerre contre les peuples et les classes populaires

Trump prétend avoir obtenu une « victoire totale » contre l'Iran et son programme nucléaire. Mais, entre menaces de destruction totale, ultimatums, phases d'apaisement et main tendue au régime, il semble surtout en grande difficulté pour imposer sa loi, alors que ses alliés du Golfe veulent un retour au calme, que son partenaire israélien pousse en sens inverse, et que sa politique est massivement contestée aux États-Unis.

Personne ne pouvait sérieusement croire que les bombes de Trump et Netanyahu aideraient les classes populaires d'Iran à se libérer de leur régime oppresseur. Et de fait, il tient bon, pour le moment. Alors qu'en décembre et janvier, un soulèvement populaire avait fait trembler le régime, les bombardements n'ont abouti qu'à terroriser davantage la population et donner un prétexte au régime pour renforcer la répression. Depuis fin mars, au moins sept personnes arrêtées lors des manifestations ont été mises à mort et plusieurs dizaines, dont des mineurs, risquent l'exécution à tout moment.

À bas la participation française !

Les grandes puissances et leurs alliés ne défendent que leurs intérêts, leur mainmise sur les ressources et le fruit du travail des classes laborieuses. La France et les pays européens n'échappent pas à cette règle.

Macron a beau désapprouver la guerre, et même refuser certaines demandes de Trump, la France n'est pas moins partie prenante lorsqu'elle envoie en Méditerranée orientale et dans le Golfe son porte-avions, ses frégates et ses sous-

marins, lorsqu'elle participe à des missions de surveillance et à l'interception de drones et de missiles, ou qu'elle se propose de déminer le détroit d'Ormuz.

Et si le gouvernement français s'émeut du sort du peuple libanais, c'est toujours pour dédouaner le gouvernement israélien du sang qu'il a sur les mains. Sa seule ambition est de maintenir son influence au Liban et l'implantation de ses grandes entreprises. Au risque de replonger le pays dans une guerre civile, qui aura pour cibles les classes populaires chiites du sud du pays.

En France, le gouvernement fait tout pour empêcher la dénonciation des crimes des puissances impérialistes et de leur complice israélien. C'est ce que montrent les intimidations et arrestations de militantes et militants de la solidarité avec la Palestine et le projet de loi Yadan qui assimile critique de l'État israélien et antisémitisme. Mais ici comme ailleurs, aucune mesure ne fera taire la révolte et la solidarité internationale des exploités !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 14 avril 2026

NO WAR



ON IRAN !

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l'adresse : nparevo.dassault@gmail.com

Ne pas jeter sur la voie publique

Plancher et plafond

Trappier, grand seigneur, a concédé une rencontre aux organisations syndicales. Il a notamment proposé de rehausser le plancher de 17 à 23 € net, à peine plus que la précédente proposition. Si la rencontre avait duré 9 h, Trappier aurait gagné autant que ce qu'il vient d'offrir au quart le plus mal payé des collègues.

Logique capilotrappier

Dans cette même rencontre, notre bon PDG a promis 1 % d'AG si l'Inde signait le contrat. Passons sur l'aspect ridicule du montant. Quel rapport entre leurs business là-haut et le pognon dont on a besoin pour vivre décemment ?

Négociations musclées

Si ce genre de rencontre prouve bien quelque chose, c'est que, pour qu'elles soient utiles, il ne faudra pas compter sur la gentillesse du patron, mais seulement sur notre capacité à imposer de réelles augmentations.

Du sprint au marathon

Sur le bord d'attaque du Rafale, c'en est fini des après-midi : le « retard » est rattrapé. Fini les apremis à l'usine, mais pas la course et les heures supp' pour tenir les cadences.

Ça se fête

Les chefs se sont félicités d'avoir rattrapé ce retard et sont sortis fêter ça. Les travailleurs, qui ont, eux, vraiment abattu le boulot, n'ont pas reçu l'invitation. Elle a sûrement dû se perdre avec les chèques d'augmentation.

À quoi jouent les gendarmes ?

Lors de la dernière diffusion de ce bulletin (le 2 avril), les camarades qui le distribuaient à l'entrée du site de Martignas ont eu la surprise de se faire contrôler par des gendarmes appelés par la sécurité de la boîte. Alors pourquoi ? Rien d'illégal, d'après les gendarmes eux-mêmes. Mais un bulletin qui dit la vérité aux travailleurs de Dassault sur leur condition... ça mérite bien qu'on aille contrôler quelque chose d'aussi dangereux.

Dassault Cergy : le pèlerinage continue

Après Zelensky, après Mélenchon, nos collègues de Cergy ont reçu la visite d'un nouvel invité de marque : le tout nouveau (mais pas tout beau) ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou. Cet ancien PDG de la SNCF a appelé les jeunes à rejoindre l'industrie de l'armement. Des métiers « bien rémunérés » et « qui ont du sens », dit-il ! Au moment où



Dassault propose une augmentation minable aux NAO et se débarrasse de jeunes intérimaires à tour de bras, ça ne manque pas de sel.

Un pognon de dingue

Le budget de la Défense augmente tellement que la Cour des comptes s'inquiète ! Pour elle, le dernier projet d'actualisation de la LPM (Loi de Programmation Militaire), avec ses 36 milliards d'euros en plus, est incompatible avec la situation budgétaire. Une seule solution : si on ne réduit pas le budget militaire, il faudra couper dans le reste. En clair, encore nous serrer la ceinture, dégrader l'éducation, la santé, etc.

Où trouver du fric ?

En fait, l'enjeu pour la France, qu'il y ait guerre ou pas et quels que soient les belligérants, c'est qu'il va y avoir un gros billet à se faire sur la vente d'armes. Et pour ça, ils ont beau vider les caisses des services publics pour remplir celles de l'Armée, ça ne suffit pas. Il faut convaincre les banques et les financiers d'investir leur fric... et celui de leurs épargnants. Et pour ça, tout est bon : actions « kakis », fonds d'investissement « Défense », etc. Quand des milliers de civils meurent au Moyen-Orient, d'autres se frottent les mains.

Le dîner de cons des grands patrons

Pour préparer 2027, le Rassemblement national ne se contente pas d'étaler sa démagogie raciste dans les médias. Il mène aussi campagne, discrètement, auprès des capitalistes. Le 7 avril, Marine Le Pen déjeunait dans un restaurant huppé avec 15 d'entre eux, dont les PDG de Total, Engie et Accor, Bernard Arnault et un fils Bolloré. C'est le coup de foudre : Bardella se réjouit que les patrons « se rendent compte que nos constats et nos solutions leur sont favorables » et ceux-ci constatent que les élus RN sont « ceux qui ont le plus envie de plaire au monde patronal ». Le fusible Macron est discrédité ? Bardella postule pour poursuivre le sale boulot contre les travailleurs.

Paris : des coiffeuses en grève depuis plus d'un mois

Plus d'une dizaine de salariés, majoritairement sans papiers, occupent depuis le 3 mars l'Institut Sabadou & Jade, dans le 10e arrondissement parisien. Le patron exigeait 250 euros par mois en échange de fiches de paie et a cessé de les payer depuis plusieurs mois. Les grévistes sont appuyés par la CGT qui a lancé une caisse de grève et organisé un rassemblement devant le salon le 9 avril. Une surexploitation indigne permise par les lois racistes et anti-immigrés.

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !